

### LA GENDARMERIE ROYALE

#### L'ENQUÊTE SUR L'ACCIDENT D'AUTOMOBILE AYANT COÛTÉ LA VIE À DEUX PERSONNES

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au secrétaire parlementaire du solliciteur général. Elle découle de la disparition, le 4 septembre dernier, d'un vieux ménage de Holden, en Alberta, qu'on a découvert dans son automobile dans une tranchée des environs de Peace River, dimanche dernier. Étant donné qu'il y avait eu et qu'on avait rapporté un accident d'automobile le 4 septembre vers l'endroit où l'on a découvert l'automobile de ce ménage, et que, de plus, on a maintenant la preuve que la voiture avait été accidentée, j'aimerais demander au secrétaire parlementaire si le solliciteur général a ordonné une enquête complète sur cet incident afin d'établir si l'organisme qui avait fait enquête à l'époque avait fait preuve de négligence en ne se livrant pas à une enquête approfondie et sérieuse sur tous les aspects et tous les détails de cet accident au moment où il s'était produit?

**M. Douglas A. Hogarth (secrétaire parlementaire du solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, il me faudra considérer cette question comme un avis, mais je peux assurer au député que la Gendarmerie royale du Canada se livrera à une enquête complète.

\* \* \*

### LES FINANCES

#### L'AUGMENTATION DES TAUX D'INTÉRÊT—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

J'aimerais lui demander, avec tout le respect que je lui dois, si les institutions financières ont augmenté leur taux d'intérêt avec l'assentiment du gouvernement?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, j'ai trop de respect pour le député pour lui répondre au pied levé et sans consulter le ministre des Finances.

Mais, monsieur le président, je voudrais simplement suggérer au député de relire ce que le ministre des Finances a dit il y a quelques jours, savoir que l'action gouvernementale a eu pour effet de faire baisser le taux d'intérêt des banques, la semaine dernière.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### DEMANDE DE MISE À LA DISPOSITION DU PUBLIC DU CHAMP DE MANŒUVRES DE MEAFORD

[Traduction]

**M. P. V. Noble (Grey-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. Étant donné que 148 milles du rivage qui s'étend entre Warton et Collingwood appartiennent à des particuliers, ce qui ne laisse au public que deux milles, le gouvernement voudrait-il prendre les mesures nécessaires pour ouvrir au public les 12 milles de rivage attenants au champ de manœuvres pour blindés?

[L'hon. M. Jamieson.]

**L'hon. E. J. Benson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, je devrai examiner cette proposition.

\* \* \*

• (1500)

### LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

#### LA RETRAITE OBLIGATOIRE DES HOUILLEURS À 60 ANS— LE LITIGE DEVANT LES TRIBUNAUX

**M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Expansion économique régionale. Attendu que le président de la Société de développement du Cap-Breton a déclaré qu'on ne peut s'occuper de certaines questions parce qu'elles font l'objet d'un litige devant les tribunaux, le ministre demanderait-il au président de cesser d'imposer la retraite à 60 ans, sujet dont les tribunaux sont également saisis?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, je vais examiner cette déclaration du président de la Société.

**M. MacInnis:** Monsieur l'Orateur, sans analyser à fond la déclaration du président de cet organisme car le ministre peut facilement en connaître la substance, et étant donné que les tribunaux sont actuellement saisis de la question de la retraite obligatoire à l'âge de 60 ans, ne lui semble-t-il pas que les familles des mineurs du Cap-Breton ont le droit d'être ainsi protégées en attendant la décision des tribunaux?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Ce sont évidemment des instances que le député présente au ministre.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LE GEL EN ONTARIO—LE DÉDOMMAGEMENT DES CULTIVATEURS

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Est-il en mesure maintenant de faire une déclaration au sujet des remboursements, ou autres paiements qui pourraient être faits aux cultivateurs des différentes régions du Sud-Ouest de l'Ontario qui ont perdu beaucoup de récoltes par suite du gel de printemps récent?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à la déclaration que j'ai faite à la Chambre, hier je crois.

**M. Nesbitt:** Monsieur l'Orateur, le ministre a-t-il eu l'occasion de recevoir des instances de l'Office de commercialisation du tabac de l'Ontario du fait qu'il ne s'est pas présenté à la réunion qu'a tenue cet organisme pendant sa tournée dans la région pour constater dans quelle mesure les producteurs de tabac avaient été affectés?

**L'hon. M. Olson:** Monsieur l'Orateur, l'affirmation du député est inexacte. Je me suis entretenu avec des dirigeants de cet office et, soit dit en passant, un certain nombre d'entre eux participaient à la tournée de vérification des dégâts dans la région.